

L’Inflation Reduction Act : Visage carboneutre du protectionnisme américain ou menace d’extinction de la compétitivité européenne ?

Brice Armel Simeu

Volume 16, numéro 2, Avril 2023

Résumé analytique

Sommes-nous entrés dans une nouvelle ère protectionniste sous couvert de politique de soutien à la transition climatique ? Il serait prématuré d’avancer une réponse résolue. Avec l’entrée en vigueur en janvier 2023 de l’*Inflation Reduction Act*, Joe Biden semble avoir donné à la politique commerciale américaine le visage bienveillant de la carboneutralité tout en la dotant d’un dispositif de subventions ciblées et sélectives qui vise à rapatrier aux États-Unis les chaînes d’approvisionnement de l’industrie zéro-émission. Derrière l’intention de s’attaquer à l’enjeu climatique se cache la volonté affirmée de retrouver une pleine hégémonie industrielle largement mise à mal par la montée en puissance de la Chine quitte à faire entorse aux règles de l’OMC. La puissance permet l’exception. Seulement, en contrant l’ascension de Pékin sur le marché des technologies vertes, Washington a provoqué

une crise avec ses alliés européens déjà confrontés à de fortes hausses des coûts de l’énergie.

Sommaire

1. Joe Biden : Le choc de compétitivité par du « *soft* » protectionnisme -----3
 2. Face au rival chinois, Joe Biden assume la préférence nationale -----5
 3. Distorsion de concurrence et planche à subventions : l’industrie automobile sous le coup des règles d’origine-----6
 4. L’IRA : libre-échange protecteur ou mise en périphérie de l’OMC ? -----8
 5. Face à l’IRA : Quelle voie d’issue pour la compétitivité européenne ? -----9
- Quelques tendances de Inside US Trade ----- 11
Quelques liens de Nouvelles----- 12

Le 01^{er} janvier 2023 marquait l'entrée en vigueur de la loi sur la réduction de l'inflation (l'*Inflation Reduction Act*, ou IRA¹) adoptée par le Congrès américain à majorité démocrate 04 mois plus tôt. D'un montant de 369 milliards de dollars l'IRA prévoit des subventions, divers soutiens fiscaux et des investissements massifs dans la production et la consommation de véhicules électriques, de panneaux solaires, de batteries électriques, de bornes rechargeables, d'éoliennes, d'hydrogène ou encore de panneaux solaires². L'objectif affiché de l'administration Biden est de réduire de 50 à 52 % d'ici 2030 les émissions américaines de gaz à effet de serre (GES) par rapport à leur niveau de 2005. C'est un tournant structurel historique dans lequel le président démocrate a engagé la première économie mondiale, avec des conséquences certaines sur la compétitivité des partenaires économiques des États-Unis. Il va sans dire que du fait de ces effets structurants sur le système de production industriel américain, l'IRA constitue l'un des dispositifs législatifs les plus importants de l'administration Biden et pour trois principales raisons : les avantages fiscaux et les subsides d'État octroyés de façon discriminatoire sur la base de la préférence nationale, en faveur des entreprises américaines des technologies vertes, vont restructurer le système de production industrielle étasunien; les distorsions de concurrence au détriment des alliés transatlantiques des États-Unis vont générer de nouvelles tensions commerciales, avec le risque de fragiliser les équilibres existants; et les rapatriements des exportations industrielles aux États-Unis, dans un contexte de crise énergétique et de rivalité avec la Chine, exposent le monde industrialisé au retour généralisé des protectionnismes.

En effet, les secteurs des batteries, des voitures électriques, de l'isolation thermique ou encore des énergies renouvelables sont directement ciblées par les subsides de Joe Biden dans un contexte global de courses aux matériaux critiques et de hausse des coûts de l'énergie. Pour le Commissaire européen au marché intérieur Thierry Breton, l'Europe fait face à une situation véritablement critique : « Nos partenaires et alliés ainsi que nos rivaux systémiques sont engagés dans une course aux subventions à un moment où notre industrie est déjà confrontée à des prix de l'énergie plus élevés que dans le reste du monde ».³ En effet, sous couvert d'un renouveau du leadership des États-Unis dans le domaine de la transition climatique, Joe Biden semble avoir voulu « verdir » la doctrine néoprotectionniste de l'*Amérique First*⁴ de son prédécesseur en reformulant dans l'*Inflation Reduction*

¹ The White House, *The Inflation Reduction Act Guide Book*. Consulté le 29 mars 2023.

<https://www.whitehouse.gov/cleanenergy/inflation-reduction-act-guidebook/>

² Mahajan M., Ashmoore O., Rissman J., Orvis R., Gopal, A. (2022). Modeling the inflation reduction act using the energy policy simulator, Energy Innovation. Consulté le 27 mars 2022.

https://energyinnovation.org/wp-content/uploads/2022/08/Modeling-the-Inflation-Reduction-Act-with-the-US-Energy-Policy-Simulator_August.pdf

³ La Tribune, (2023). Industries vertes : en riposte au plan de subventions américaines, Bruxelles dévoile son projet de soutien. Consulté le 29 mars 2023. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/industries-vertes-en-riposte-au-plan-de-subventions-americaines-bruxelles-devoile-son-projet-de-soutien-955434.html>

⁴ Doctrine de politique étrangère américaine nationaliste définie par Donald Trump, qui fixait la priorité absolue des intérêts américains dans la relation des États-Unis aux autres États. En matière de

Act ses plans ambitieux d'un « *Green New Deal* » précédemment avancé dans le programme « *Build Back Better*⁵ » et qui avait été bloqué par le Sénateur Joe Manchin et une minorité d'élus démocrates⁶. On peut d'ailleurs se demander si l'*Inflation Reduction Act* n'est pas le visage doux d'un protectionnisme américain qui s'infiltré dans les mécanismes normatifs sous couvert d'adaptation à la transition climatique ?

Nous analysons dans cette chronique la dynamique normative du « doux » protectionnisme de l'*Inflation Reduction Act*, sous couvert de transition de l'économie américaine vers la carboneutralité. En effet, les impacts structurants de l'IRA se manifestent dans la distorsion de concurrence et la course aux subventions illustrées par le rapatriement des chaînes de production automobile aux États-Unis; une mise en périphérie de l'OMC accélérée par la montée des dynamiques protectionnistes dans le commerce international; et une déstabilisation de la compétitivité industrielle européenne dans l'espace transatlantique.

1. Joe Biden : Le choc de compétitivité par du « *soft* » protectionnisme

L'IRA est un instrument politique, un dispositif normatif et un mécanisme économique destiné à accompagner le virage de l'économie américaine vers l'industrie carboneutre. Cet objectif de neutralité carbone porté par l'administration Biden passe par des décisions de politique économique structurante à deux échelles : la production et la consommation. L'objectif est de faciliter l'accès de la classe moyenne américaine, des entreprises fortement consommatrices d'énergie, ainsi que des administrations publiques, aux technologies vertes « *Made in USA* ». Cette politique de « *Buy Green America* » établit au nom de la préférence nationale des avantages concurrentiels en faveur des entreprises américaines. C'est un virage vers la carboneutralité d'une ampleur inédite dans lequel le système productif industriel américain a été engagé par Joe Biden⁷.

L'IRA prévoit, entre autres, des subventions industrielles et des crédits d'impôts pour soutenir les investissements et la production des entreprises américaines dont les chaînes d'approvisionnement sont installées aux États-Unis, et qui utilisent en majorité des composants américains.⁸ Le dispositif n'a pas tardé et à susciter des réactions vigoureuses en Europe. Certains dirigeants ont dénoncé une fuite en

politique commerciale l'America First c'est traduit pas les mesures protectionnistes décidés par Donald Trump contre la Chine notamment. Consulté Time Magazine. <https://time.com/4309786/read-donald-trumps-america-first-foreign-policy-speech/>

⁵ The White House, The Build Back Better Framework. President Biden's plan to rebuild the middle class. Consulté le 29 mars 2023. <https://www.whitehouse.gov/build-back-better/>

⁶ Burgess, U., (2023). Manchin 'raising hell' over White House handling of marquee Dem bill. Consulté le 29 mars 2023. <https://www.politico.com/news/2023/02/09/manchin-raising-hell-inflation-reduction-act-00081918>

⁷ Wright G., & Vidotto, C. (2022). Que peut faire l'Europe face à la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act) ? consulté le 29 mars 2023. [L'Institut Montaigne éclaire : Que peut faire l'Europe face à la loi américaine sur la réduction de l'inflation \(Inflation Reduction Act\) ? | Institut Montaigne](#)

⁸ Op.cit. <https://www.whitehouse.gov/cleanenergy/inflation-reduction-act-guidebook/>

avant protectionniste des États-Unis et les ont accusés de démarchage des entreprises européennes⁹. L'ambition de l'administration Biden semble pourtant claire : réduire les déficits américains en luttant contre l'inflation, faire des États-Unis le chef de file mondial de l'économie zéro émission, et renforcer le système de protection sociale américain¹⁰.

Les effets du dispositif de Joe Biden, n'ont pas tardé à se manifester, et à susciter des réactions vigoureuses en Europe. Certains dirigeants dénonçant une fuite en avant protectionniste des États-Unis, accusés de démarchage des entreprises européennes.

Dans un pays marqué par les inégalités sociales importantes et une crise de son système manufacturier, l'on est passé du recours aux droits douaniers agressifs par Donald Trump (au nom de la lutte contre les déficits commerciaux transformés en enjeu de sécurité nationale) aux subventions d'État intensives sous couvert de transition de l'économie américaine vers la carboneutralité. Un protectionnisme stratégique qui poursuit sa trajectoire au service d'une même ambition économique : redonner aux États-Unis un avantage compétitif structurel sur leurs alliés et partenaires commerciaux.

Qu'il soit agressif et adossé à un discours nationaliste assumé ou qu'il soit tempérant et adossé à un discours bienveillant de transition climatique, le protectionnisme de « caméléon » des États-Unis, change de tonalité politique sans dériver de son sentier structurant : restaurer la compétitivité commerciale des États-Unis face à leurs partenaires économiques. De fait, les tarifs douaniers et les subventions d'État ne sont que des véhicules normatifs d'une même politique commerciale américaine à l'offensive face à la montée en puissance de la Chine.

⁹ Lecho, Les États-Unis lorgnent les entreprises européennes actives dans les technologies vertes. Consulté le 30 mars 2023. <https://www.lecho.be/economie-politique/international/economie/les-Etats-Unis-lorgnent-les-entreprises-europeennes-actives-dans-les-technologies-vertes/10442355.html>

¹⁰ The White House, (2022). Biden-Harris Administration Releases Inflation Reduction Act Guidebook for Clean Energy and Climate Programs. Consulté le 30 mars 2023. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/12/15/biden-harris-administration-releases-inflation-reduction-act-guidebook-for-clean-energy-and-climate-programs/>

¹⁰ Wright G., & Vidotto, C. (2022). Que peut faire l'Europe face à la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act) ? consulté le 29 mars 2023. [L'Institut Montaigne éclaire : Que peut faire l'Europe face à la loi américaine sur la réduction de l'inflation \(Inflation Reduction Act\) ? | Institut Montaigne](https://www.institutmontaigne.org/publications/que-peut-faire-l-europe-face-a-la-loi-americaine-sur-la-reduction-de-l-inflation-inflation-reduction-act)

¹⁰ Op.cit. <https://www.whitehouse.gov/cleanenergy/inflation-reduction-act-guidebook/>

¹⁰ Lecho, Les États-Unis lorgnent les entreprises européennes actives dans les technologies vertes. Consulté le 30 mars 2023. <https://www.lecho.be/economie-politique/international/economie/les-Etats-Unis-lorgnent-les-entreprises-europeennes-actives-dans-les-technologies-vertes/10442355.html>

¹⁰ The White House, (2022). Biden-Harris Administration Releases Inflation Reduction Act Guidebook for Clean Energy and Climate Programs. Consulté le 30 mars 2023. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/12/15/biden-harris-administration-releases-inflation-reduction-act-guidebook-for-clean-energy-and-climate-programs/>

2. Face au rival chinois, Joe Biden assume la préférence nationale

Le retard des États-Unis est réel dans l'industrie des batteries et de la voiture électriques, et Washington ne ménagera aucun partenaire dans sa rivalité systémique avec Pékin. L'IRA s'inscrit dans un dispositif global de riposte à la montée de l'hégémonie chinoise concurrente des États-Unis, incitant ces derniers à monter en agressivité économique et commerciale avec des effets collatéraux anticipés importants pour les européens¹¹. Les chiffres sont clairement à l'avantage du rival chinois et leurs prévisions sont loin de rassurer Washington. En 2021, l'administration générale des douanes chinoises enregistrait 500.000 véhicules électriques exportés par le géant asiatique¹², faisant de ce dernier le premier pays producteur mondial de véhicules électriques avec 60 % des volumes de production¹³, alors que les États-Unis ne représentent que 10% des chaînes d'approvisionnement et l'Europe 20 %¹⁴. Profitant d'un marché intérieur chinois dynamique et d'un capitalisme d'État au chevet des grandes compagnies technologiques, les entreprises chinoises CATL et BYD¹⁵ détenaient à elles seules 51 % de l'offre mondiale de batteries pour véhicules électriques à la fin 2022, tout en étant les fournisseurs principaux des constructeurs américains et européens Tesla, Volkswagen et Nissan. Un rapport de force technologique et commerciale clairement à la faveur de Pékin auquel l'IRA veut mettre un terme. Dans cette course de rattrapage du « retard » américain dans l'industrie zéro émission tirée par la Chine, l'Europe s'inquiète¹⁶ des conséquences collatérales néfastes d'un protectionnisme américain offensif dont les impacts affecteront ses propres chaînes d'approvisionnement et ses parts de marchés aux États-Unis.

Dans cette course de rattrapage du « retard » américain dans l'industrie zéro émission tirée par la Chine, l'Europe s'inquiète des conséquences collatérales néfastes d'un protectionnisme américain offensif dont les impacts agressifs affecteront ses propres chaînes d'approvisionnement et ses parts de marchés aux États-Unis.

¹¹ Op.cit <https://www.institutmontaigne.org/analyses/linstitut-montaigne-eclaire-que-peut-faire-leurope-face-la-loi-americaine-sur-la-reduction-de>

¹² Fourier Marie, (2023). La Chine, eldorado des voitures électriques. Consulté le 31 mars 2023. <https://www.lepoint.fr/monde/la-chine-eldorado-des-voitures-electriques-18-03-2023-2512578-24.php#11>

¹³ Boittiaux, F. (2023). Voiture électrique. La Chine domine 45 % du marché mondial. Consulté le 31 mars 2023. <https://www.largus.fr/pros/actualite-automobile/voiture-electrique-la-chine-domine-45-du-marche-mondial-10787403.html>

¹⁴ Mesnil, C. (2023). L'Union européenne organise sa réponse à l'Inflation Reduction Act américain. Portail de l'Intelligence économique. Consulté le 31 mars 2023. <https://portail-ie.fr/short/4270/lunion-europeenne-organise-sa-reponse-a-linflation-reduction-act-americain>

¹⁵ Pavic, C. (2023) La Chine étend son emprise sur le marché des batteries pour véhicules électriques. Le Devoir, Consulté le 31 mars 2023. [La Chine étend son emprise sur le marché des batteries pour véhicules électriques | Le Devoir](https://www.ledevoir.com/actualites/10787403/la-chine-etend-son-emprise-sur-le-marche-des-batteries-pour-vehicules-electriques)

¹⁶ Ursula Von der Leyen, (2022). Speech by President von der Leyen at the European Parliament Plenary on the preparation of the European Council meeting of 15 December 2022. Consulté le 31 mars 2023. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_22_7727

L'arsenal de mesures fiscales et administratives déployées par l'IRA n'a pas tardé à inciter de nombreuses entreprises européennes à délocaliser sur le sol américain leurs chaînes de production du fait de critères d'éligibilité qualifiés de « super-agressifs » par le président français Emmanuel Macron¹⁷. À titre d'exemple, l'IRA accorde un crédit d'impôt de 7500 dollars pour l'achat de véhicules électriques américains respectant des critères stricts de préférence nationale ou nord-américaine. Une incitation importante qui nuira sensiblement à la compétitivité des voitures électriques européennes et asiatiques commercialisées sur le marché américain.

3. Distorsion de concurrence et planche à subventions : l'industrie automobile sous le coup des règles d'origine

Les subventions et aides de l'IRA sont ciblées et encadrées par des critères très contraignants. L'IRA exclut les voitures produites par des constructeurs non-américains du dispositif des crédits d'impôt de 7500 dollars accordés aux acheteurs de voitures électriques¹⁸. Ainsi, pour bénéficier d'un crédit d'impôt à l'achat, une voiture électrique vendue aux États-Unis doit obligatoirement répondre à des critères sélectifs qui ont été définis sur la base des règles d'origine de l'ACEUM¹⁹ :

- La valeur du véhicule électrique ne doit pas excéder le plafond de 55.000 dollars ou 80 000 dollars pour les véhicules utilitaires de sport (SUV), les fourgonnettes et les camionnettes. Cette mesure vise à soutenir les classes moyennes américaines désireuses d'acquérir un véhicule électrique. Ainsi seuls les consommateurs disposant d'un revenu annuel inférieur ou égal à 150 000 dollars pour les personnes célibataires, à 225 000 dollars pour les ménages avec enfants, et à 300 000 dollars pour les conjoints pourront bénéficier du dispositif.
- Au moins 50 % des composants de la batterie doivent être fabriqués ou assemblés dans l'espace ACEUM. La hausse de ce seuil minimal devant progresser pour atteindre 100 % à l'horizon 2029. Cette condition de conformité aux règles d'origine permet aux acheteurs de bénéficier de la totalité du crédit impôt.
- L'assemblage final du véhicule électrique doit avoir été fait dans l'espace ACEUM. Ce qui exclut les véhicules issus de chaînes d'assemblage hors Amérique du Nord.

¹⁷ Dugua P-Y. (2022). Qu'est-ce que l'« Inflation Reduction Act », sujet de friction entre l'Europe et les États-Unis ? Le Figaro. Consulté le 31 mars 2023. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/qu-est-ce-que-l-inflation-reduction-act-sujet-de-friction-entre-l-europe-et-les-etats-unis-20221129>

¹⁸ Op.cit. <https://www.whitehouse.gov/cleanenergy/inflation-reduction-act-guidebook/>

¹⁹ IRS (2023). Credits for New Clean Vehicles Purchased in 2023 or After. <https://www.irs.gov/credits-deductions/credits-for-new-clean-vehicles-purchased-in-2023-or-after>

- Au moins 40 % des matières premières critiques ayant servi d'intrants à la fabrication des batteries des véhicules électriques doivent être extraites, traitées ou avoir été recyclées dans l'espace nord-américain. Toutefois, les intrants critiques extraits et traités dans les pays qui ont un accord de libre-échange en vigueur avec les États-Unis sont aussi éligibles. Par contre, pour les intrants recyclés, seuls ceux exclusivement issus des chaînes de production nord-américaine sont éligibles. Cette mesure permet de bénéficier de la moitié du crédit d'impôt, soit 3750 dollars. Dans le même esprit des règles d'origine appliqués dans l'ACEUM, le pourcentage d'intrants critiques qui rend éligible au crédit d'impôt devra augmenter progressivement au fil des ans pour atteindre 80 % d'ici 2026.

On peut le constater clairement, l'IRA ne procède pas à une simple réaffirmation de l'esprit américano-centré des règles d'origine qui marqua les négociations tendues du nouvel ALENA sous le mandat de Trump. Avec Joe Biden, l'IRA va beaucoup plus loin en levant le verrou du plafond de production fixé à 200 000 véhicules électriques au-delà duquel les entreprises automobiles installées aux États-Unis ne pouvaient plus bénéficier des crédits d'impôt. Ce faisant, Joe Biden recentre sur les États-Unis les flux d'investissements durables nécessaires pour relancer le système manufacturier des États-Unis. L'effet d'attraction sur les géants de l'industrie automobile électrique et sur le rapatriement de chaînes d'approvisionnement aux États-Unis a été immédiat. Tesla a ainsi différé ses investissements dans la construction d'usines de batteries en Allemagne pour recentrer ses activités aux États-Unis. *Northvolt*, la compagnie suédoise de fabrication de batteries pour véhicules électriques a opté pour les États-Unis plutôt que pour l'Allemagne pour

Alors que Donald Trump voyait la transition climatique comme un obstacle à la réindustrialisation des États-Unis, Joe Biden y a vu l'opportunité historique de replacer son pays au peloton de tête des leaders de l'industrie zéro émission, sans pourtant renoncer aux armes protectionnistes de son prédécesseur.

implanter ses usines. Les constructeurs européens *Volkswagen* et *BMW* ont respectivement choisi d'investir 7 milliards de dollars dans la production de VUS électriques dans le Tennessee, et 1,7 milliard de dollars dans la construction d'une usine de batteries électriques en Caroline du Nord.²⁰ Alors que Donald Trump voyait la transition climatique comme un obstacle à la réindustrialisation des États-Unis, Joe Biden y a vu l'opportunité historique de replacer son pays dans le peloton de tête des leaders de l'industrie zéro émission, sans pourtant renoncer aux armes protectionnistes de son prédécesseur.

Face au choc industriel qui pointe à l'horizon de l'Europe, le président français en visite d'État aux États-Unis en décembre 2022 s'est évertué à plaider auprès des élus du Congrès et du Président Biden pour que des exemptions soient appliquées aux « amis » européens.²¹ Dans la foulée, le Chancelier allemand Olaf Scholz lançait un appel peu suivi pour un accord sur les tarifs industriels entre les États-Unis et

²⁰ Op.cit. <https://portail-ie.fr/short/4270/union-europeenne-organise-sa-reponse-a-linflation-reduction-act-americain>

²¹ Op.cit L'Institut Montaigne éclaire : [Que peut faire l'Europe face à la loi américaine sur la réduction de l'inflation \(Inflation Reduction Act\) ? | Institut Montaigne](#)

l'UE²². Mais l'administration démocrate ne semble pas prête à revoir ses plans outre mesure, même si des discussions sont engagées avec les européens dans le cadre du Conseil commerce et technologie Union européenne-États-Unis (CCT UE-USA) sur d'éventuelles concessions. Si les européens espèrent négocier des exemptions afin d'obtenir au moins le même traitement que les États parties de l'ACEUM, rien n'est gagné. De plus l'opérationnalisation réglementaire de telles exceptions paraît difficile hors d'un véritable accord de libre-échange transatlantique, et avec des interlocuteurs américains minés par des batailles partisans au Congrès.

4. L'IRA : libre-échange protecteur ou mise en périphérie de l'OMC ?

En adoptant l'IRA, les États-Unis ont voulu clairement envoyer un message à la Chine : le capitalisme d'État n'est pas un monopole asiatique. Mais la situation critique dans lequel l'IRA plonge l'Europe ne peut être ignorée par Washington dans un contexte géopolitique international où les alliances entre partenaires de confiance sont précieuses. Cependant, en accordant des régimes de préférence négociés ou un traitement différencié aux « amis » européens, les États-Unis porteraient un coup dangereux à la clause de la nation la plus favorisée et s'exposeraient à une multiplication de litiges commerciaux et des plaintes devant

L'esprit politique à l'origine de l'IRA est le même que celui qui a conduit à l'avènement de l'ACEUM : redonner aux États-Unis leur centralité dans la production industrielle et les chaînes d'approvisionnement de l'économie carboneutre, qu'importe ce qu'en dit l'OMC.

l'organe de règlement des litiges (ORD) pour violation des règles de l'OMC de la part d'autres joueurs importants du marché (Chine, Corée du Sud, Japon etc.). Mais la politique américaine de blocage du fonctionnement de l'Organe d'appel de l'ORD²³ en obstruant la nomination de ses juges, ainsi que la vitalité du bilatéralisme américain sous Donald Trump, auront servi de terreau pour la réussite du tour de force commercial que Joe Biden opère avec l'IRA. Les entorses flagrantes de l'IRA aux principes de l'OMC confirment bien la stratégie de mise en périphérie de l'OMC par les États-Unis. Les subventions « climatiques » massives et les appuis financiers publics basés sur la teneur en éléments d'origine nationale, enfreignent les règles de l'OMC régissant les aides d'État afin de prévenir la concurrence déloyale²⁴.

L'IRA constitue ainsi un véritable défi pour le système commercial multilatéral dont l'OMC est le garant. Au nom de la cohabitation pacifique - comme dirait Pascal

²²Ibid.

²³ Bouissou, J. (2019). Face au blocage des États-Unis, l'Organisation mondiale du commerce dépose les armes. Le Monde. Consulté le 31 mars 2023. https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/12/10/l-organisation-mondiale-du-commerce-depose-les-armes_6022296_3234.html

²⁴OMC, Les principes qui inspirent le système commercial. https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact2_f.htm

Lamy - entre les accords commerciaux régionaux²⁵ friands de clauses d'exception, et les règles du système commercial multilatéral, le pouvoir régulateur de l'OMC faute de capacité de sanction efficace est poussé à la périphérie des confrontations géoéconomiques systémiques entre superpuissances. Confrontée au protectionnisme hégémonique américain, à la concurrence rusée de la Chine et à un modèle européen en crise stratégique, l'OMC semble se réduire à une simple instance de déclaration d'intention, d'enregistrement de plaintes et de gestion du statu quo interne. Avec l'entrée en vigueur de l'IRA, les États-Unis posent aujourd'hui un véritable défi de stabilité au libre-échange ouvert et au principe du doux commerce pacificateur des rapports étatiques. La montée des réflexes protectionnistes traduite par une compétition des capacités subventionnaires des États n'augure pas de lendemain sans nuages pour le système commercial multilatéral. L'esprit politique à l'origine de l'IRA est le même que celui qui a conduit à l'avènement de l'ACEUM : redonner aux États-Unis leur centralité dans la production industrielle et les chaînes d'approvisionnement de l'économie carboneutre, qu'importe ce qu'en dit l'OMC. Les rivalités économiques risquent de se muer en une course aux protections commerciales, avec des effets délétères sur le libre-échange ouvert, équitable et inclusif. Le risque étant la fragmentation du système commercial multilatéral en blocs plurilatéraux concurrents. Les défis sont trop importants et l'Europe est à l'offensive pour arracher des concessions sur l'IRA. Les dirigeants européens ne peuvent pas se permettre de jeter l'éponge face à un protectionnisme américain affirmé et à une concurrence chinoise asymétrique: l'avenir de l'Union européenne comme puissance industrielle est en jeu.

5. Face à l'IRA : Quelle voie d'issue pour la compétitivité européenne ?

La riposte structurelle au protectionnisme « carboneutre » américain s'organise. En effet, l'Union européenne s'est récemment dotée de plusieurs dispositifs visant à amortir les impacts de l'IRA sur les secteurs industriels critiques faute de l'annihiler. L'IRA constitue pour la compétitivité européenne un défi existentiel certain, car elle frappe les coûts de production des batteries et véhicules électriques assemblés sur le sol européen, mais aussi les industries européennes installées aux États-Unis dont les chaînes d'approvisionnement sont hors de l'espace ACEUM. Pour y faire face, l'UE s'est dotée d'un dispositif réglementaire dénommée « *Green deal industrial plan*²⁶ » afin de stimuler la compétitivité européenne dans l'industrie zéro-émission et atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.²⁷ Le plan européen sera financé par un tiers du montant de 1 800 milliards d'euros d'investissements du plan de relance *NextGenerationEU*²⁸ et le budget septennal de l'UE. Il vise

²⁵ Deblock, C. (2021). « De la coexistence à l'indifférence. Le système commercial multilatéral et les accords régionaux », dans Olivier Delas, Olivier Delas, Olivier Bichsel et Baptiste Jouzier (dir.), *L'après COVID-19 : Quel multilatéralisme face aux enjeux globaux ? Regards croisés : Union européenne – Amérique du Nord - Asie*, Bruxelles, Bruylant, Coll. Mondialisation et État de droit, 2021, p.110

²⁶ [The Green Deal Industrial Plan \(europa.eu\)](https://european-council.europa.eu/media/en/press-operations/infographic-116446.pdf)

²⁷ [COM 2023 62 2 EN ACT A Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age.pdf \(europa.eu\)](https://european-council.europa.eu/media/en/press-operations/infographic-116446.pdf)

²⁸ Ibid.

essentiellement à : accroître l'accès aux aides d'État ; offrir des appuis aux investissements durables afin d'égaliser les subventions offertes par la concurrence hors Europe. L'objectif étant d'appuyer les secteurs critiques de la transition climatique sans enfreindre les règles de l'OMC. Mais combien de temps cette stratégie pourra-t-elle tenir ? Difficile à prévoir.

Le risque de désindustrialisation de l'Europe, déjà confrontée à la concurrence chinoise, n'est pas mineur. Le choc industriel dû à l'IRA pourrait se traduire par un affaiblissement à long terme des chaînes logistiques locales du fait des délocalisations massives d'entreprises stratégiques en direction des États-Unis. L'accroissement récent de la dépendance de l'Union européenne au pétrole et au gaz naturel liquéfié américain - dont les coûts d'achats et de transport élevés détériorent la compétitivité de ses industries fortement consommatrices d'énergie - affaiblit son pouvoir de négociation face aux États-Unis. L'Europe apparaît donc structurellement fragilisée face à l'IRA, et Washington le sait. La crise pandémique de la COVID-19 a déstabilisé ses chaînes logistiques, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué des disruptions sur ses chaînes d'approvisionnement énergétique. Faisant face à une guerre à ses frontières à l'Est, à une concurrence asymétrique avec la Chine, et à un modèle d'intégration fragilisé par le Brexit, l'Union européenne a des raisons crédibles d'afficher une réelle frustration face à l'*Inflation Reduction Act*. L'adoption du « Green Deal » européen ne sera pas à lui seul suffisant pour répondre aux enjeux d'ampleur systémique. L'IRA déplace un peu plus les rapports de force en défaveur des européens. La perspective d'une accélération des négociations du Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (*Transatlantic Free Trade Agreement - TAFTA*) interrompues sous Donald Trump, afin d'aboutir à un vaste traité de libre-échange avec les États-Unis pourrait-elle être une issue ? On ne peut l'écarter. Mais l'esprit protectionniste américain à l'origine de l'IRA lâchera-t-il prise ? Rien ne le garantit. Face aux défis systémiques de la montée en puissance de la Chine, Washington semble résolument avoir choisi la voie d'un libre-échange protecteur capable d'assurer la continuité de son hégémonie quoiqu'il en coûte à ses alliés transatlantiques.

Face aux défis systémiques de la montée en puissance de la Chine, Washington semble résolument avoir choisi la voie d'un libre-échange protecteur capable d'assurer la continuité de son hégémonie quoiqu'il en coûte à ses alliés transatlantiques.

Quelques tendances de Inside US Trade

- **Les législateurs de l'État appellent Biden à soutenir la « clause de paix climatique » de l'OMC à travers une lettre** ²⁹

Ils sont près de 200 législateurs d'État à demander à l'administration Biden de soutenir une « clause de paix climatique » à l'Organisation mondiale du commerce afin de garantir que les politiques d'énergie propre, tant au niveau fédéral que dans les États, ne soient pas remises en question par des règles commerciales « dépassées ». La lettre identifie huit politiques publiques jugées contraires aux règles de l'OMC en 2019, ainsi que les récentes « menaces » de l'Union européenne et d'autres pays, liées aux subventions de l'IRA. En conséquence, écrivent les législateurs, « nous vous demandons de répondre en proposant et en défendant un moratoire sur les défis commerciaux liés au règlement des différends internationaux du fait des politiques climatiques, connu sous le nom de clause de paix climatique ». Mais, ajoutent-ils, « les menaces récentes contre l'IRA et les litiges en cours contre les politiques climatiques des États sont très préoccupants ». En tant que législateurs d'État, ils exhortent Joe Biden à veiller à ce que les emplois dans les énergies renouvelables dans leurs États ne soient plus menacés par des règles obsolètes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres accords commerciaux et d'investissement. Ils se sont félicités de l'entrée en vigueur de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA), qui aura un impact important sur la création des emplois dans le secteur de l'énergie propre dans leurs communautés, tout en luttant contre le changement climatique.

- **Les Membres de l'OMC envisagent des discussions sur la réforme du règlement des différends à la fin de l'été 2023** ³⁰

Alors que la date limite de 2024 approche, les délégations intensifient les pourparlers sur la réforme de l'organe de règlement des différends (ORD) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les États-Unis, qui ont été un moteur clé de la réforme de l'OMC, ont bloqué les nominations destinées à pourvoir les postes vacants à l'Organe d'appel, laissant l'organisation quasi inopérante. Bien que les États-Unis soient ouverts à une "conversation dans un cadre approprié" sur l'établissement d'un processus différent, ils préfèrent que les pourparlers restent informels et affirment que "notre priorité reste de poursuivre le processus actuel". Malgré cette position de statu quo de l'administration Biden, certains législateurs américains, à l'instar du Sénateur, Ron Wyden qui préside la commission des Finances du Sénat, appellent à une réforme de l'OMC et exhortent l'administration Biden à déposer plus de différends auprès de l'organisation, soulignant que de telles actions sont un élément important du "jeu à l'attaque" dans le commerce international. Les délégations ont donc commencé à avancer des idées et des

²⁹ [Les législateurs des États appellent Biden à soutenir la « clause de paix climatique » de l'OMC | InsideTrade.com](#)

³⁰ [Tai : les États-Unis « font tellement de travail » sur la réforme de l'OMC, y compris le règlement des différends | InsideTrade.com](#)

propositions pour rédiger le texte d'ici la fin du mois d'août ou le début du mois de septembre.

Quelques liens de Nouvelles

USTR Releases 2023 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers

<https://ustr.gov/sites/default/files/2023-03/2023%20NTE%20Report.pdf>

Von der Leyen: EU must rebalance de-risk, not decouple -- with China

<https://insidetrade.com/daily-news/von-der-leyen-eu-must-rebalance-de-risk-not-decouple-china>

U.S., Japan ink deal on critical minerals key to U.S. EV tax credits

<https://insidetrade.com/daily-news/us-japan-ink-deal-critical-minerals-key-us-ev-tax-credits>

E-commerce negotiators advance work and discuss development and data issues

https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/jsec_30mar23_f.htm

Korea withdraws WTO complaint on Japanese export measures

https://www.wto.org/french/news_f/news23_f/disp_24mar23_f.htm

Direction scientifique

Christian Deblock,
Professeur associé
au département de
science politique de l'UQAM et
directeur de recherche au CEIM.

Rédaction

Brice Armel Simeu,
Doctorant et
chercheur en résidence au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

**Centre d'études
sur l'intégration
et la mondialisation**

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

